



**SUISSE** - Le Qatar a temporairement stoppé la fusion pathogène Glencore-Xstrata. Un rempart néanmoins bien fragile face aux ambitions dévorantes du groupe suisse.

## Glencore, la Standard Oil du XXI<sup>e</sup> siècle



Photo: Daniel Lewis

**U**ne mine est un trou avec un menteur à son sommet» (Mark Twain). Les courtiers de matière première seraient-ils des manipulateurs de prix en puissance avec des fraudeurs (fiscaux) à leur tête? L'alliance mine-courtage n'en serait que plus préjudiciable. C'est pourtant ce que la fusion Glencore-Xstrata promet, sans que la Confédération suisse ne semble réagir. Le groupe de courtage Glencore (enregistré à Jersey, basé à Baar, et coté à Londres et Hong Kong) a été fondé en 1974 par Marc Rich, longtemps accusé de fraude fiscale aux Etats-Unis et gracié par Bill Clinton peu avant la fin de son mandat présidentiel. En 1993-1994, l'entreprise a frôlé le dépôt de bilan après son échec dans sa tentative de contrôle du marché du zinc. Aujourd'hui, elle réalise le plus gros chiffre d'affaires de Suisse (devant Nestlé) et représenterait 60%

des échanges mondiaux de zinc, 50% des échanges mondiaux de cuivre, 9% du marché du grain et 3% du marché du pétrole. Son appétit n'a fait que grandir avec le temps: il a notamment acquis le canadien Viterro (6 milliards de francs) et l'activité européenne de ferro-alliage du brésilien Vale (156,5 millions de francs) en juillet dernier. Xstrata, que Glencore souhaite acquérir pour 60,4 milliards de francs, est le quatrième groupe minier mondial, et l'un des principaux extracteurs de cuivre, de charbon, de ferrochrome, de zinc, de nickel, de vanadium et de platine. Le groupe Glencore Xstrata représenterait 203,6 milliards de francs de chiffre d'affaires combiné. Ce rapprochement, s'il était approuvé, pourrait déclencher une vague de fusions dans le secteur. BHP Billiton (Australie/Royaume-Uni), Rio Tinto (Grande-Bretagne), Vale (Brésil) et Anglo-American (Royaume-Uni) ne manqueront

pas de réagir. Les deux premiers ont signé un accord de partenariat après une tentative de rapprochement avortée en 2008.

"Too big to fail", mais aussi trop gros pour le bien de l'économie mondiale. Le gain de cette fusion est clair pour les propriétaires de Glencore, mais certainement pas pour l'aval de la chaîne de valeur: les clients. Ceux-ci n'ont rien à gagner au rapprochement entre producteurs et courtiers, bien au contraire. Qui plus est, le secteur est accusé de corruption (ainsi en 2005 Glencore a vu les gains d'une vente de pétrole saisis dans le cadre d'une enquête en République du Congo; et en mai, le groupe a été accusé de corruption de fonctionnaire européen), de manipulation de prix (accusations d'un ancien cadre contre le Groupe Louis-Dreyfus), mais aussi de non-respect des droits de l'homme, des conventions internationales du travail et un mépris évident pour l'environnement. Glencore Xstrata est encore en gestation. Sa naissance est sujette à l'accord de Qatar Holdings, propriétaire de 10% de Xstrata. Toutefois, ce ne sont pas des préoccupations altruistes qui motivent ce blocage: le fonds souverain souhaite uniquement une augmentation de l'offre de Glencore de 16%, tout comme Standard Life et Schroders. Le trio possède 13,5% du géant minier, un total suffisant pour faire échouer la fusion. ■

Cyril Demaria

**L**a stratégie de Glencore rappelle sans conteste celle de John Rockefeller au début du XX<sup>e</sup> siècle. Sa Standard Oil avait pour objectif de créer un monopole pétrolier de fait, grâce à l'utilisation habile de filiales et une guerre des prix, puis d'intégrer le transport de son pétrole à un prix défiant toute concurrence. Marc Rich se pose comme le Rockefeller du XXI<sup>e</sup> siècle: tout d'abord en maîtrisant l'échange de matières premières, puis en intégrant la production. Les Sherman Act et Clayton Act (1890 et 1914), ont créé un barrage antitrust et organisé la lutte contre les abus de position dominante. La Standard Oil fut ainsi démantelée en 34 compagnies en 1914. La globalisation des activités d'extraction et de courtage rendent difficile tout assujettissement de Glencore à une législation spécifique. La fusion avec Xstrata est appelée à se dénouer ce mois-ci, mais les mécanismes de marché seront insuffisants à contenir Glencore. La jurisprudence européenne suppléera-t-elle au silence assourdissant des autorités suisses, évitant l'inflation prévisible des prix des matières premières? Décision en septembre 2012. CD